

# Canal Seine-Nord : Xavier Bertrand lance un ultimatum à Edouard Philippe

Publié par le magazine Libération, [Stéphanie](#)

[Maurice, correspondante à Lille](#) — 15 septembre 2017

**Vendredi, le Président du conseil régional promet une « déclaration de guerre » si le gouvernement décide de ne pas lancer les travaux.**

Pour le canal Seine-Nord, l'appel de Péronne : en ce vendredi après-midi, dans la petite ville de la Somme, le ton est guerrier, et la salle blindée, avec décideurs économiques et élus locaux main dans la main, couleurs politiques oubliées. Xavier Bertrand (LR), président du conseil régional, pose l'ultimatum : « A la mi-octobre, le gouvernement doit nous dire définitivement si c'est oui ou si c'est non. Je n'imagine pas une autre réponse que oui, sinon ce serait une déclaration de guerre à la région des Hauts de France. » Voilà le Premier ministre averti : Edouard Philippe est un opposant historique du canal Seine-Nord, qui, estime-t-il, serait préjudiciable à sa ville, le port du Havre. Xavier Bertrand pourfend cette idée : « Il vaudrait mieux se parler entre Le Havre et Dunkerque, plutôt que de se regarder en chiens de faïence. »



Face à une salle conquise, il explique les engagements pris par les collectivités territoriales de la région, face aux atermoiements de l'Etat. Le conseil régional et les Départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise, qui mettent déjà un milliard sur les 4,7 milliards nécessaires à la construction du canal, acceptent d'avancer l'argent pour les deux premières années de travaux, pour soulager le budget de l'Etat. Ils se portent également garants de l'emprunt de 700 millions d'euros, et sont prêts à prendre la responsabilité de l'infrastructure. « C'est quand même mieux si nous pilotons le projet. Nous en avons marre d'être baladés, s'exclame Xavier Bertrand. Nous mettons autant que l'Etat et nous sommes les derniers à être informés. Nous ne sommes pas juste là en bout de table pour signer le chèque. »

A sa suite, Michel Dagbert, le président socialiste du Département du Pas-de-Calais, trouve des accents indignés : « Nous allons voir si la parole du président de la République vaut encore quelque chose, puisqu'il nous disait que cette infrastructure verrait le jour. » Jean-Louis Borloo, pourtant en retraite politique, n'oublie pas qu'il a été maire de Valenciennes, et est là en soutien. La flamme de l'union sacrée est brûlante. Le président régional du Medef remercie les représentants des syndicats de salariés d'être tous venus. La salle, majoritairement composée de patrons, applaudit le représentant des dockers de Dunkerque, quand il lance : « comment peut-on s'asseoir sur 10 000 emplois créés pendant les travaux, 30 000 emplois ensuite ? »